

---

# Communiqué de presse des organisations syndicales du Ministère de la Culture

CFDT-Culture

CFTC-Culture

CGT-Culture

SNAC-FO

UNSA-Culture

---

## 2<sup>e</sup> jour de Grève au Centre Pompidou

Les personnels du Centre Pompidou réunis ce mardi 24 novembre 2009 en Assemblée Générale ont voté la poursuite de la grève. Ils appellent à une nouvelle assemblée générale demain mercredi 25 novembre 2009 à 11 heures.

Cette grève intervient dans le cadre d'un préavis reconductible adressé au Ministre de la Culture dès le 17 novembre et portant sur les revendications suivantes :

- **Aucune suppression de postes**
- **Rebasage de la subvention, aucun désengagement de l'Etat**
- **Reprise des négociations salariales engagées en 2006 (revalorisation de la grille des salaires)**

Le Centre Pompidou, comme nombre d'autres établissements publics, est déjà au bord de l'asphyxie financière.

La lutte menée au Centre Pompidou est directement liée à celle, plus générale, des agents du ministère de la Culture contre la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et la politique d'austérité et de démantèlement du service public.

La « RGPP acte 2 » s'en prend maintenant aux établissements publics après avoir frappé durement l'administration centrale. Elle vise à la destruction de centaines d'emplois et à de nouvelles externalisations.

**Le cabinet du Ministre de la Culture, qui a reçu hier en fin d'après midi les organisations syndicales, adopte une position brutale. Il persiste sur les suppressions d'emplois (règle du non remplacement d'un départ en retraite sur deux), la diminution de la subvention allouée par l'Etat et le blocage des négociations salariales.**

**Derrière les « beaux discours » de Frédéric Mitterrand sur le dialogue social, il s'agit de la casse du service public culturel au Centre Pompidou comme dans tous les autres services et établissements du Ministère. Cette politique agressive voulue par le président de la République et son gouvernement, qui touche toute la fonction publique, est insupportable pour les personnels, les institutions et le public.**

24 novembre 2009